

Brochure n° 3288

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1944. – PERSONNEL NAVIGANT TECHNIQUE**  
**DES EXPLOITANTS D'HÉLICOPTÈRES**

**AVENANT N° 14 DU 13 MARS 2011**  
**RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2011**  
NOR : ASET1150643M  
IDCC : 1944

Entre :  
Le SNEH,  
D'une part, et  
La FNST CGT ;  
Le SNPL,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet et date d'application*

Le présent avenant porte sur la mise à jour à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 de la grille des salaires de la convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères.

**Article 2**

*Salaires*

Les parties sont convenues de fixer les valeurs figurant à l'article 14.B de l'annexe I de la convention collective nationale, comme indiqué ci-après.

*(En euros.)*

FONCTION EXERCÉE dans l'entreprise	PPH/CPL(H)	PPH IFR CPL(H) IR	PLH ATPL(H)
Salaire de base sans ancienneté	2 830	3 451	4 414
Salaire de base avec application de la clause d'ancienneté définie dans la convention pour :			
2 ans	2 886	3 520	4 502
3 ans	2 914	3 555	4 546
4 ans	2 943	3 589	4 590

FONCTION EXERCÉE dans l'entreprise	PPH/CPL(H)	PPH IFR CPL(H) IR	PLH ATPL(H)
5 ans	2 971	3 624	4 634
6 ans	2 999	3 658	4 679
7 ans	3 028	3 693	4 723
8 ans	3 056	3 727	4 767
9 ans	3 084	3 762	4 811
10 ans	3 113	3 796	4 855
11 ans	3 141	3 831	4 899
12 ans	3 169	3 865	4 944
13 ans	3 197	3 900	4 988
14 ans	3 226	3 934	5 032
15 ans	3 254	3 969	5 076

Pour les pilotes agricoles :

- pour 330 heures de vol par an : 2 231 € ;
- prime horaire de vol entre 330 et 500 heures de vol : 56 €.

Abattement de 20 % et d'une durée maximale de 18 mois pour les pilotes ayant moins de 1 200 heures de vol (dont 50 % faites sur hélicoptère).

### **Article 3**

#### *Primes résultant de l'annexe II*

Il résulte de l'application de l'annexe II du 18 juillet 2003 à la convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères, étendue par l'arrêté du 26 décembre 2003, que les aspects de la rémunération mentionnés à l'article 14 de cette annexe sont modifiés comme suit :

Une prime brute mensuelle (au prorata de la période d'emploi correspondant aux activités) en contrepartie des spécificités et contraintes qui résultent de cette annexe II, notamment les services de nuit, est établie :

- dans le cas des activités définies aux articles 3.1 et 3.2 de l'annexe II, à un montant mensuel de 410,69 € ;
- dans le cas des activités définies à l'article 3.3 de l'annexe II, à un montant mensuel de 451,75 €.

### **Article 4**

#### *Clause de revoyure*

Les parties conviennent de se réunir en juillet 2011 pour étudier l'opportunité de compléter le présent avenant, au regard de l'évolution du pouvoir d'achat sur l'année 2011.

### **Article 5**

#### *Négociations salariales 2012*

La première réunion de négociation salariale 2012 se tiendra avant le 31 janvier 2012.

Lors de cette réunion, les participants conviendront d'un calendrier de négociation salariale et mettront tout en œuvre afin d'aboutir à la conclusion d'un avenant salarial avant la fin du premier trimestre 2012.

## **Article 6**

### *Durée. – Révision. – Dénonciation*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Chaque signataire peut en demander la révision, conformément aux dispositions du code du travail, ou peut le dénoncer dans les conditions et délais prévus au code du travail.

## **Article 7**

### *Organisation du droit d'opposition*

Les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ du présent avenant disposent d'un délai de 15 jours pour exercer leur droit d'opposition dans les conditions prévues par la législation et la jurisprudence, à compter de la notification de l'avenant conformément aux dispositions du code du travail.

## **Article 8**

### *Formalité de dépôt et d'extension*

Dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par le code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées audit code.

Fait à Paris, le 13 mars 2011.

(Suivent les signatures.)